

Principe de précaution, média et cosmétique

The precautionary principle, the media and cosmetics

Les nombreuses mises en cause médiatiques sur la sécurité des produits cosmétiques s'appuient le plus souvent sur une interprétation erronée du principe de précaution. Non sans conséquence sur la sensibilité des décideurs politiques aux problématiques de la filière, et sur la construction du cadre réglementaire.

The many instances where the safety of cosmetic products is called into question in the media are more often than not based on an incorrect interpretation of the precautionary principle, which has an impact on the sensitivity of political decision-makers towards the issues that the industry is facing and on the construction of the regulatory framework.

Une conférence-débat initiée par Cosmed sur le principe de précaution et ses applications a réuni députés et sénateurs le 21 février à Paris. Jean-Marc Giroux, président de Cosmed, y a développé les conséquences tant économiques que sanitaires de certains mésusages de ce principe, plus particulièrement sur la filière cosmétique.

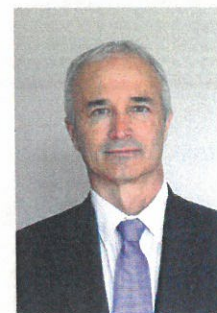
► Le principe de précaution en substance

Apparu dans les années 1970 en droit allemand, le principe de précaution a été inscrit au

niveau international en 1990, au niveau européen dans le Traité de Maastricht avant d'être intégré dans la Constitution française en 2005.

Même s'il fait l'objet de plusieurs définitions (Europe, Unesco...), la définition française est une des plus précises :

« Lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible, l'environnement, les autorités veilleront, par application du principe de précaution, et dans leur domaine d'attribution, à la mise en œuvre de procédures d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin



Jean-Marc GIROUX
Président / President COSMED
Docteur en pharmacie
Doctor of Pharmacy
Expert Toxicologue
Toxicological expert
Pharmacologue / Pharmacologist

de parer à la réalisation du dommage ».

Imaginé initialement pour les pouvoirs publics, le principe de précaution vise à leur permettre de décider et d'agir spécifiquement, face à un risque incertain grave, en utilisant des procédures d'évaluation du risque, pour prendre des mesures provisoires et proportionnées.

Dans sa version populaire et médiatique, ce principe d'actions s'est transformé en principe d'inaction et en moyen d'influence, faisant fi de la nécessaire rigueur méthodologique ou scientifique. Les « mesures », ou condamnations, édictées par les médias, sont définitives et disproportionnées, comme l'appel au boycott de produits pourtant conformes à la réglementation et dont la sûreté a été évaluée.

► Du manque de rigueur scientifique

Le cas de perturbateurs endocriniens (PE) est édifiant. Il illustre le décalage entre réalité scientifique et vision médiatique. Des listes de 800 à 1 000 substances « PE » circulent, constituées par des ONG et médias. En réalité, nombre de ces substances ont montré une faible activité effective sur un système endocrinien, au même titre que la plupart des substances de la vie courante, comme les

phyto-œstrogènes de soja, de noix, de certaines céréales...

Un constat fait depuis 2006 par Philippa D. Darbre qui avait révélé le caractère œstrogénique des parabènes en le comparant avec des phyto-œstrogènes et du 17 β-œstradiol, la molécule de référence pour une activité œstrogénique. Résultat : les parabènes ont certes une activité œstrogénique...mais celle-ci est 1 000 à 10 000 fois inférieure à celle des phyto-œstrogènes alimentaires et jusqu'à un million de fois inférieure au 17 β-œstradiol. Même constat avec une suspicion d'effet œstrogénique de l'huile essentielle de lavande en 2007, médiatisée récemment, dont une analyse de risque approfondie effectuée en 2008 par le SCCS mentionne comme improbable un risque de perturbation endocrinienne. De la même façon qu'il existe des « news » et des « fake news », toutes les publications scientifiques ne se valent pas.

Pour éviter ces dérives, la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés Européennes (CJCE), a appelé à davantage de rigueur scientifique, en insistant sur l'utilisation de méthodes éprouvées d'analyse de risques et en soulignant le caractère provisoire des mesures à adopter ou à recommander. Force est de constater que le pouvoir médiatique s'affranchit des recommandations juridiques et de la rigueur scientifique.

► Communication par la « peur »

Toutes les réglementations se sont construites sur le principe de prévention qui consiste à prendre des mesures face à des risques connus, où dotés d'un faible niveau d'incertitude. Le Code de la route, base de la prévention routière en est un exemple. Le Règlement cosmétique européen 1223/2009 a été élaboré en intégrant l'évaluation de risques connus, mais aussi de certains risques présumés faisant de cette réglementation, la plus protectrice au monde. En faisant aussi appel à la méthodologie du principe de précaution, elle représente un mélange progressiste entre le principe de prévention et celui de précaution. En surenchérisant, les médias ont provoqué ce que redoutait la CJCE : l'émergence de risques plus fantasmés que réels, qui décourage de financer la recherche et déstabilise l'économie des entreprises, notamment celle des PME.

Avec la peur comme moyen « pédagogique » de persuasion des populations, certains médias se sont constitués une sphère d'influence. La simple « perception » du risque par le consommateur influe désormais davantage le pouvoir réglementaire et politique que l'expertise scientifique. Au risque de muer le principe de précaution en fabrique de l'ignorance.

A discussion forum instigated by Cosmed on the precautionary principle and its applications saw deputies and senators gather together to discuss the matter in Paris on 21st February. Cosmed President Jean-Marc Giroux took the opportunity to outline both the economic and health-related consequences that some of the ways in which the principle is misused can have, particularly where the cosmetics industry is concerned.

► The precautionary principle in substance

Having first appeared in German law back in the 1970s, the precautionary principle was adopted at international level in 1990 and at European level in the Maastricht Treaty before being incorporated into the French Constitution in 2005.

Whilst various definitions of the principle have been put forward (Europe, Unesco, etc.), the French definition is one of the most accurate, and reads as follows:

"Where any damage that might be caused, although it may be uncertain at the current stage of scientific knowledge, could have a serious and irreversible impact on the environment, the authorities must apply the precautionary principle within their field of activity to ensure that risk assessment procedures are implemented and temporary and proportionate measures taken in order to protect against any damage that might be caused".

Initially conceived with the public authorities in mind, the precautionary principle aims to enable them to make specific decisions and take specific actions when faced with a serious uncertain risk using risk assessment procedures to implement appropriate temporary and proportionate measures.

In the popular version of the principle often portrayed in the media, this principle of inaction and a means of influence, clearly ignoring the need for methodological and scientific precision. The "measures", or rather condemnations, decreed by the media are definitive and disproportionate, like the call to boycott products that are nevertheless compliant with the relevant regulations and have been safety-assessed.

► The lack of scientific precision

The case of endocrine disruptors (EDs) is an enlightening one, illustrating the discrepancy that exists between the scientific reality of the situation and the vision portrayed in the media. Various lists of 800-1000 "ED" substances put together by NGOs and the media are now in circulation, whereas, in actual fact, many of these substances have been found to have a low effective impact on the endocrine system just like most day-to-day substances, such as the phytoestrogens in soy, nuts and certain cereals, for example. This is a situation that Philippa D. Darbre, who had highlighted the oestrogenic nature of parabens by comparing it with phytoestrogens and 17 β-œstradiol – the reference molecule for œstrogenic activity, observed as far back as 2006. Findings have shown that whilst parabens do have oestrogenic properties, these are 1,000 to 10,000 time less significant than those of food-based phytoestrogens and up to a million times less significant than 17 β-œstradiol. The same was observed in 2007 with the very slight oestrogenic effect of lavender essential oil, which has found itself in the media recently and of which an in-depth risk analysis performed by the SCCS in 2008 stated that a risk of endocrine disruption was unlikely. Just like there is "news" and there is "fake news", not all scientific publications are equally valid.

In an attempt to improve the reliability of such publications, the Court of Justice of the European Communities (CJEC) has called for greater scientific precision, insisting on the use of proven risk analysis methods and highlighting the temporary nature of the measures that should be taken or recommended. The power of the media clearly bypasses legal recommendations and scientific precision.

Évènement / Event

La conférence « Les actions endocriniennes des Huiles Essentielles : régulations ? perturbations ? » sera assurée par Jean-Marc Giroux lors des CosmeticDays les 21 & 22 juin 2018 à Avignon

Jean-Marc Giroux will be presenting on the subject of "The endocrine properties of essential oils: regulations and disruptions" at the Cosmetic Days to be held in Avignon on 21st & 22nd June 2018

► "Fear"-based communication

All regulations are developed based on the principle of prevention, which involves taking measures to protect against known risks or risks that involve a low level of uncertainty. The highway code, which forms the basis of all road safety initiatives, is an example of this. European Cosmetic Regulation 1223/2009 was designed to take into account the assessment not only of known risks but also of certain perceived risks, making this regulation the most protective in the world. Given that it also incorporates the methodology of the precautionary principle, it ultimately represents a progressive combination of the preventive principle and the precautionary principle. Media hype has also led to precisely what the CJEC feared - the emergence of somewhat delusional risks that do not reflect the reality of the situation, which is discouraging investment in research and unsettling the business economy, particularly where SMEs are concerned.

Indeed, some media outlets have built a circle of influence around themselves using fear as an 'educational' way of persuading people, and the consumer's mere 'perception' of a risk now has more of an impact on regulatory and political power than scientific expertise, running the risk of transforming the precautionary principle into a breeding ground for ignorance. ■